

Alimentation - Un enjeu sociétal

Publié le 16/10/2026 — Camille — Actualités chrétiennes

Secours Catholique : l'aide alimentaire à l'heure du droit à l'alimentation

Tandis que la précarité alimentaire progresse en France, le Secours Catholique – Caritas France multiplie les initiatives pour garantir un accès digne à une alimentation de qualité et fait de la campagne des municipales de 2026 un rendez-vous clé pour faire reconnaître le droit à l'alimentation. Tour d'horizon de l'actualité de l'association sur ce thème.

Un constat alarmant : des millions de Français privés d'une alimentation digne

Le Secours Catholique rappelle que près de huit millions de personnes sont aujourd'hui considérées en situation d'insécurité alimentaire en France, et qu'au moins deux millions d'entre elles sont contraintes de recourir à l'aide alimentaire pour se nourrir. Pour l'association, l'alimentation sert trop souvent de «*variable d'ajustement*» lorsque le budget des ménages se resserre : c'est la première dépense sacrifiée face au loyer ou aux factures d'énergie.

Ce constat s'inscrit dans un contexte national inquiétant. Selon l'Insee, le taux de pauvreté s'est stabilisé en 2024 à 15,4 % de la population, son plus haut niveau jamais mesuré, et la pauvreté devient de plus en plus chronique : sortir durablement de la précarité est devenu rare. Une étude publiée en octobre 2026 estime qu'une personne sur dix en France risque de basculer dans la précarité alimentaire au cours de la prochaine décennie, le chômage et la hausse des loyers étant les principaux facteurs de bascule.

« Quand on ne va plus faire ses courses, quand il nous est impossible de partager un repas, le lien social disparaît peu à peu jusqu'à ne plus avoir pour seul contact extérieur les associations et structures d'aide alimentaire. »

L'association distingue l'insécurité alimentaire — l'impossibilité d'accéder à une alimentation suffisante — de la précarité alimentaire, qui caractérise l'absence d'accès durable à une alimentation saine, variée et digne. Chasse aux promotions, achats en date courte, récupération des invendus des marchés, recours à l'aide alimentaire : les stratégies de « débrouille » des ménages restent des solutions temporaires, insuffisantes structurellement.

« L'injuste prix de notre alimentation » : un rapport qui a fait date

En septembre 2024, le Secours Catholique a publié avec le Réseau Civam, Solidarité Paysans et la Fédération française des Diabétiques, en partenariat

scientifique avec le BASIC, l'étude « L'injuste prix de notre alimentation, quels coûts pour la société et la planète ? ». Ce rapport chiffre, pour la première fois en France, ce que coûte notre modèle alimentaire : dégradation des conditions de vie des plus précaires, détérioration de la santé publique (+160 % de diabétiques en vingt ans, avec un risque triple pour les personnes socialement vulnérables) et érosion des écosystèmes. Son verdict : l'argent public consacré au système agricole et alimentaire n'est pas alloué de manière pertinente au regard de ces enjeux.

Le rapport a rencontré un écho inattendu. Depuis janvier 2026, un format podcast permet de le redécouvrir, et des milliers de personnes — bénévoles, citoyens, élus — se sont mobilisées pour le faire connaître, légitimisant le positionnement du Secours Catholique en faveur d'un véritable droit à l'alimentation.

« Tout le monde à table » : dix recommandations pour les municipales 2026

Fort de cette dynamique, le Secours Catholique a élargi son collectif : treize associations issues du monde agricole, de la solidarité, de la santé et de l'éducation populaire portent désormais dix recommandations concrètes pour un accès digne à une alimentation durable et de qualité, publiées à l'approche des élections municipales de mars 2026.

Ces recommandations visent à mobiliser les leviers dont disposent les communes et intercommunalités — urbanisme, action sociale, restauration scolaire, régulation de la publicité — pour agir sur l'accessibilité financière, la durabilité et la qualité de l'offre alimentaire des territoires :

- Garantir un repas équilibré en restauration municipale, notamment scolaire, en privilégiant les producteurs locaux et bio ;
- Réguler, voire interdire, la publicité dans l'espace public pour les produits alimentaires nuisibles à la santé et à l'environnement ;
- Freiner l'implantation des fast-foods à proximité des établissements scolaires ;
- Déployer des jardins collectifs — familiaux, partagés, d'insertion, pédagogiques — et des fermes urbaines ;
- Soutenir des caisses alimentaires locales, épiceries sociales et solidaires, groupements d'achats et magasins de producteurs à tarifs différenciés selon les revenus ;
- Encourager les cuisines collectives et cantines communautaires comme espaces de lien social.

Des délégations territoriales, comme celle de Marseille, ont déjà organisé des temps de rencontre entre bénéficiaires, partenaires du monde paysan et élus pour porter ces revendications localement : supprimer la publicité pour la malbouffe,

favoriser une restauration scolaire de qualité, soutenir la création de caisses alimentaires locales. Ces journées ont aussi mis en lumière la dure réalité du monde agricole : endettement, difficultés de transmission, et un revenu injuste — sur cent euros achetés, sept seulement reviennent directement aux producteurs.

Sur le terrain : une aide alimentaire «digne» et tournée vers le lien social

Au-delà du plaidoyer, le Secours Catholique fait de l'alimentation l'une de ses missions principales. L'association a été l'une des premières à distribuer des chèques alimentaires aux plus vulnérables pendant le confinement, prenant la mesure de l'ampleur de l'insécurité alimentaire des familles. Depuis, elle déploie sur les territoires un réseau de solutions alternatives :

- **Épiceries sociales et solidaires**, où les personnes choisissent librement leurs produits à tarif réduit, loin de la logique de «distribution de restes » ;
- **Paniers frais solidaires**, payés au juste prix aux producteurs, avec un tarif moindre pour les ménages en difficulté ;
- **Jardins collectifs, tiers-lieux alimentaires et cuisines partagées**, qui combinent production locale, agroécologie et lien social ;
- **Un accompagnement social global** : l'objectif n'est pas seulement de nourrir, mais aussi de favoriser la réinsertion professionnelle et de lutter contre l'isolement.

Pour l'association, ces lieux sont aussi des espaces de rencontre où les personnes isolées tissent des liens. Le Secours Catholique plaide en parallèle pour des solutions structurelles : augmentation importante du RSA (dont un tiers des bénéficiaires éligibles ne font d'ailleurs pas la demande), régulation de l'offre alimentaire, et lutte contre les « déserts alimentaires » qui frappent certains quartiers et zones rurales, où le manque de mobilité rend l'accès à une alimentation de qualité encore plus difficile.

Un contexte financier tendu pour l'association

Cette mobilisation s'accompagne pourtant de difficultés internes. En octobre 2025, le Secours Catholique a annoncé le premier plan social de son histoire : la suppression de 130 postes de CDI (de 932 à 802), présentée comme un « projet de transformation » visant à « mettre en place une organisation sobre, en proximité des actions de terrain ». La Cour des comptes avait peu avant relevé les déficits de l'association et l'augmentation de ses charges

immobilières, l'incitant à retrouver l'équilibre financier. L'association — 932 salariés et près de 60 000 bénévoles — évolue dans un secteur associatif sous tension budgétaire qui a tiré la sonnette d'alarme à l'automne 2025 pour réclamer un soutien de l'État.

L'automne 2026 a en outre vu les associations d'aide alimentaire attaquées publiquement : un dossier du Journal du dimanche, s'appuyant sur l'observatoire «Hexagone », soutenait que des dizaines de milliards d'euros publics seraient « engloutis par les associations ». La ministre en charge de la Vie associative, Marina Ferrari, est montée au créneau pour défendre les Restos du Cœur, le Secours populaire et le Secours Catholique : « Fragiliser la confiance des donateurs, des bénévoles et des financeurs, c'est affaiblir un service rendu à toute la France. C'est dangereux de mettre un voile de suspicion sur le monde associatif », a-t-elle estimé, rappelant que les associations « participent à notre cohésion sociale ».

Les chiffres clés

millions Adultes vivant dans un foyer en insécurité alimentaire pour raisons financières 12,2 % Taux de pauvreté en France (2024, Insee) 15,4 % Hausse du nombre de diabétiques en vingt ans + 160 % Recommandations portées pour les municipales 2026 10 (par un collectif de 13 associations) Bénévoles du

Comment agir ?

Le Secours Catholique appelle chacun à rejoindre la mobilisation « Tout le monde à table » : relayer les dix recommandations auprès des candidats aux municipales, organiser des événements de sensibilisation, soutenir les projets alimentaires locaux ou devenir bénévole dans l'une des délégations. «Œuvrer pour une alimentation digne et de qualité pour tous n'est pas une utopie », insistent les équipes de l'association, pour qui le droit à l'alimentation doit devenir une réalité concrète sur tous les territoires.